

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL MOBILITE ET TRANSPORTS

F. 2009 — 3647 [2009/14245]

20 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968, l'article 26, remplacé par la loi du 9 juillet 1976 et modifié par la loi du 18 juillet 1990;

Vu l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire;

Vu l'association des gouvernements de région;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 juillet 2009;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 7 septembre 2009;

Vu l'avis n° 46.544/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 mai 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Premier Ministre et du Secrétaire d'Etat à la Mobilité,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 61 de l'arrêté royal du 23 mars 1998 relatif au permis de conduire, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000, 20 juillet 2005 et 10 juillet 2006, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 :

« La délivrance d'un permis de conduire de la catégorie A3, A, B, B+E ou G, en application de l'article 21, § 3, ne donne pas lieu au paiement d'une redevance; cette disposition ne s'applique toutefois pas aux permis de conduire visés à l'article 21, § 2. »

**Art. 2.** L'article 62, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 20 juillet 2000 et 20 juillet 2005, est complété par la phrase suivante :

« Cette somme ne sera toutefois pas allouée si la délivrance du document ne donne lieu au paiement d'aucune redevance en application de l'article 61, alinéa 2. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> novembre 2009.

**Art. 4.** Le Ministre qui a la Circulation routière dans es attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 octobre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
H. VAN ROMPUY

Le Secrétaire d'Etat à la Mobilité,  
E. SCHOUPE

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST MOBILITEIT EN VERVOER

N. 2009 — 3647 [2009/14245]

20 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, artikel 26, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en artikel 27, vervangen bij de wet van 9 juli 1976 en gewijzigd bij de wet van 18 juli 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs;

Gelet op de betrokkenheid van de Gewestregeringen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 juli 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 7 september 2009;

Gelet op het advies nr. 46.544/4 van de Raad van State, gegeven op 27 mei 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Eerste Minister en van de Staatssecretaris voor Mobiliteit,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 61 van het koninklijk besluit van 23 maart 1998 betreffende het rijbewijs, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000, 20 juli 2005 en 10 juli 2006, wordt tussen het eerste en het tweede lid het als volgt luidende lid ingevoegd :

« De uitreiking, in toepassing van het artikel 21, § 3, van een rijbewijs geldig voor de categorie A3, A, B, B+E of G, in toepassing van het artikel 21, § 3, geeft geen aanleiding tot het betalen van een vergoeding; deze bepaling is echter niet van toepassing op de rijbewijzen bedoeld in artikel 21, § 2. »

**Art. 2.** Artikel 62, § 1, eerste lid van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 20 juli 2000 en 20 juli 2005, wordt aangevuld met de volgende zin :

« Dit bedrag zal echter niet toegekend worden indien de aflevering van het document geen aanleiding heeft gegeven tot de betaling van enige vergoeding in toepassing van het artikel 61, tweede lid. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op 1 november 2009.

**Art. 4.** De Minister bevoegd voor het Wegverkeer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 oktober 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
H. VAN ROMPUY

De Staatssecretaris voor Mobiliteit,  
E. SCHOUPE

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR  
ET SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2009 — 3648 [C - 2009/00728]

16 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à Votre signature a pour objet de modifier l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN  
EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2009 — 3648 [C - 2009/00728]

16 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit waarvan we de eer hebben het ter Uwer ondertekening voor te leggen, beoogt de wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren.

Auparavant, les zones de police pouvaient prétendre à un subside provenant du Fonds de sécurité routière à la condition de rédiger un plan d'action en matière de sécurité routière devant être approuvé par les Ministres compétents.

Depuis la réforme du Fonds en général et la modification du financement des plans d'action en particulier, l'attribution des moyens disponibles ne se fait plus sous la forme d'un subside qui est conditionné par la rédaction d'un plan d'action, mais bien sous la forme d'une dotation annuelle qui est désormais accordée à toutes les zones de police.

Aussi, afin que le phénomène de sécurité routière garde la même importance qu'auparavant, le présent arrêté royal vise à introduire la « circulation » comme 7<sup>e</sup> fonction de base pour la police locale dans l'arrêté royal susmentionné. Il tend également à définir, pour cette fonction, une norme d'organisation et de fonctionnement visant à assurer un service minimum équivalent à la population.

La fonction « circulation » comprend l'exécution des missions spécifiques des services de police prévues à l'article 16 de la loi sur la fonction de police. Il s'agit, au regard des Etats Généraux de la Sécurité Routière, des tâches relatives à la circulation exercées dans le cadre de la fonction de police de base et qui sont nécessaires pour la maîtrise de la sécurité routière locale, la lutte contre les infractions routières et la contribution à la fluidité de la circulation sur le territoire de la zone de police, à l'exception du réseau routier dont la surveillance incombe à la police fédérale.

Ces tâches se regroupent autour de quatre axes :

1. la mise en œuvre d'actions préventives et répressives en matière de circulation qui comprend, pour le volet préventif, entre autres :

— l'organisation et le soutien des initiatives d'éducation à la circulation routière;

— la mise en œuvre et le soutien des campagnes de sécurité routière;

— l'intervention proactive et dissuasive relative à des problèmes de mobilité et d'insécurité routière prévisibles ou existants ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre d'une politique de communication locale y afférente.

et pour le volet répressif, entre autres :

— la lutte contre tous les phénomènes de nature à causer de l'insécurité routière;

— le respect des règles de circulation avec une attention particulière pour les priorités reprises dans le plan zonal de sécurité.

2. la régulation de la circulation, qui comprend l'intervention des services de police lors de perturbations importantes et inopinées de la mobilité, en évitant que celle-ci ne remplace, de façon permanente ou semi-permanente, des adaptations d'infrastructure.

3. l'établissement de constats d'accidents de la circulation, où un équilibre doit être recherché entre d'une part la rigueur et l'objectivité de ces constats, et d'autre part l'optimisation du trafic en vue de réduire l'impact de l'accident sur la vie socio-économique (par exemple en évitant la formation de files).

4. la formulation, d'une part d'avis en réponse aux demandes émanant des autorités compétentes en matière de mobilité et de sécurité routière, et d'autre part, de suggestions et d'analyses sur base de l'exploitation des données locales d'insécurité récoltées par la zone de police.

La mise en œuvre de ces quatre axes requiert aussi le traitement des dossiers en relation avec la circulation. Dès lors, doit être compris dans la capacité de travail totale le temps nécessaire pour :

— la rédaction des procès-verbaux, tant initiaux que subséquents;

— le traitement des apostilles qu'elles émanent du Parquet ou qu'elles s'inscrivent dans l'Enquête Policière d'Office (EPO) ou les Procès-verbaux Simplifiés (PVS)

— le traitement administratif des procès-verbaux et des perceptions immédiates;

— la réponse aux critiques, plaintes et suggestions;

— (...)

Même si la fonction « circulation » n'existe pas en tant que telle dans les zones de police, les finalités de celle-ci n'en demeurent pas moins déjà intégrées à d'autres fonctionnalités de base comme « le maintien de l'ordre public » ou accessoirement, « l'intervention ». Une comptabilisation basée sur la capacité de travail totale permet donc, d'une part d'offrir aux zones de police l'économie d'une quelconque réorganisation du corps de police, et d'autre part d'avoir une vue globale sur les moyens réellement engagés pour la mise en œuvre de cette fonction. La norme minimale devant être consacrée à la fonction « circulation » telle que définie ci-dessus, est fixée à 8 % de la capacité de travail totale de chaque zone de police, laquelle comprend des membres du personnel opérationnel, mais aussi des membres du cadre administratif et

Vroeger konden de politiezones aanspraak maken op een subsidie afkomstig van het Verkeersveiligheidsfonds op voorwaarde dat er een actieplan werd opgemaakt inzake verkeersveiligheid dat door de bevoegde Ministers moest worden goedgekeurd.

Sinds de hervorming van het Fonds en de wijziging van de financiering van de actieplannen in het bijzonder, gebeurt de toekenning van de beschikbare middelen niet meer onder de vorm van een subsidie op voorwaarde van het opstellen van een actieplan, maar wel onder de vorm van een jaarlijkse dotatie die voortaan aan alle politiezones wordt toegekend.

Opdat het fenomeen verkeersveiligheid dezelfde belangrijkheid zou behouden als vroeger, strekt dit koninklijk besluit ertoe « verkeer » als 7<sup>e</sup> basisfunctie voor de lokale politie in te voeren in het bovenvermelde koninklijk besluit. Het wil tevens een organisatie- en werkingsnorm voor deze functie vaststellen teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren.

De functie « verkeer » behelst het uitvoeren van de specifieke opdrachten van de politiediensten voorzien in artikel 16 van de wet op het politieambt. Ten aanzien van de Staten-Generaal van de verkeersveiligheid betreft het de verkeerstakingen uitgevoerd in het kader van de basispolitiezorg en die nodig zijn voor het beheren van de lokale verkeersveiligheid, de strijd tegen verkeersinbreuken en de bijdrage tot het vlot verkeer op het grondgebied van de politiezone, met uitzondering van de autosnelwegen, waarvan het toezicht aan de federale politie toekomt.

Deze taken groeperen zich rond vier assen :

1. het voeren van preventieve en repressieve verkeersacties omvat voor het preventieve luik onder andere :

— de organisatie en ondersteuning van verkeerseducatieve initiatieven;

— het voeren van en ondersteunen van verkeersveiligheidcampagnes;

— het pro-actief en ontradend optreden inzake te verwachten of bestaande mobiliteits- en verkeersonveiligheidsproblemen, alsook een lokaal communicatiebeleid in deze materie ontwikkelen en in werking stellen.

en voor het repressieve luik onder andere :

— de strijd tegen alle fenomenen die van dien aard zijn dat ze leiden tot verkeersonveiligheid;

— de handhaving van de wegverkeersregels met bijzondere aandacht voor de prioriteiten opgenomen in het zonale veiligheidsplan.

2. de verkeersregeling die de interventie omvat van de politiediensten bij ernstige en onverwachte verstoring van de mobiliteit, waarbij wordt vermeden dat deze permanent of semi-permanent, infrastructuur aanpassingen vervangt.

3. het vaststellen van verkeersongevallen, waarbij een evenwicht moet worden gezocht tussen enerzijds de striktheid en de objectiviteit van deze vaststellingen, en anderzijds het optimaliseren van het verkeer met het oog op het verminderen van de impact van het ongeval op het sociaal-economisch leven (bijvoorbeeld door de vorming van files te voorkomen).

4. het enerzijds verstrekken van advies op vragen afkomstig van de bevoegde overheden die verband houden met mogelijke effecten op het gebied van mobiliteit en verkeersveiligheid, en anderzijds van suggesties en van analyses op basis van de exploitatie van de lokale onveiligheidsgegevens ingezameld door de politiezone.

De implementatie van deze vier assen vereist ook de behandeling van dossiers in verband met verkeer. In de totale werkcapaciteit dient derhalve te worden begrepen, de tijd die vereist is voor :

— het opstellen van zowel aanvankelijke als navolgende processen-verbaal;

— de behandeling van apostilles die uitgaan van het Parket of die kaderen in het Ambtshalve Politieel Onderzoek (APO) of de Vereenvoudigde Processen-verbaal (VPV);

— de administratieve behandeling van de processen-verbaal en onmiddellijke inningen;

— het beantwoorden van bezwaarschriften, klachten en suggesties;

— (...)

Zelfs al bestaat de functie « verkeer » niet als dusdanig in de politiezones, de finaliteiten ervan blijven echter geïntegreerd in andere basisfunctionaliteiten zoals « handhaving van de openbare orde » of eventueel « interventie ». Een berekening gebaseerd op de totale werkcapaciteit maakt het dus mogelijk om enerzijds de politiezones te laten besparen op eender welke reorganisatie van het politiekorps en anderzijds een globaal beeld te hebben op de middelen die werkelijk werden ingezet voor de implementatie van deze functie. De minimumnorm die moet worden besteed aan de functie « verkeer » zoals hierboven bepaald, wordt vastgelegd op 8 % van de totale werkcapaciteit van elke politiezone. Deze capaciteit bestaat zowel uit de leden van het operationeel als administratief en logistiek kader sinds de

logistique depuis l'attribution à ces derniers de certaines tâches liées à la circulation routière par le bais des directives du 1<sup>er</sup> décembre 2006 pour l'allègement et la simplification de certaines tâches administratives de la police locale.

Il se peut que, dans certaines zones de police, les activités liées à la circulation se trouvent déjà confiées à un service spécifique et exercées ainsi par un personnel entièrement dédié à la fonction « circulation ». L'appel fait par le présent arrêté à une notion de capacité en lieu et place d'un effectif pour satisfaire cette fonction n'est naturellement pas de nature à remettre en cause le choix qui a ainsi été précédemment posé par les autorités locales. L'existence d'un service et d'un effectif dédiés à la circulation ne dispensait déjà aucunement les policiers n'appartenant pas à ce service d'être néanmoins à même d'intervenir dans le domaine de la circulation lorsque les circonstances exigeaient leur intervention. Il continue naturellement à en être de même avec la notion de capacité. On envisage ici une intervention de nature réactive par rapport à une situation, un événement ou un accident qui nécessite de réguler la circulation, de faire respecter les règles de circulation voire d'établir un constat d'accidents. Chaque policier doit être à même de le faire. Pour les autres axes de la fonction « circulation », à savoir le volet préventif et la formulation d'avis, de suggestions ou d'analyses (pour l'essentiel), ce sera le service « circulation » qui sera plus opportunément sollicité.

Dans les zones de police ne comportant pas de service dédié à la circulation, la notion de capacité à mettre en œuvre pour satisfaire cette fonction emporte également un statu quo sans bouleversement. Chaque policier continue à devoir être à même d'intervenir dans le domaine de la circulation lorsqu'un événement, une situation ou un accident exige son intervention. On peut ici aussi raisonnablement concevoir que, pour les axes préventifs ou d'émission d'avis et suggestion, il sera recouru à un(des) agent(s) ou fonctionnaire(s) de police plus spécialisé(s) ou familiarisé(s) avec le domaine de la circulation.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
les très respectueux  
et très fidèles serviteurs,

La Ministre de l'Intérieur,  
A. TURTELBOOM

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

**16 OCTOBRE 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, en particulier l'article 142;

Vu l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances donné le 11 septembre 2008;

Considérant que l'avis du Conseil consultatif des bourgmestres n'a pas été régulièrement donné dans le délai fixé et qu'aucune demande de prolongation n'a été formulée; qu'en conséquence, il a été passé outre;

toekenning aan deze laatste- door middel van de richtlijnen van 1 december 2006 tot het verlichten en vereenvoudigen van bepaalde administratieve taken van de lokale politie- van bepaalde opdrachten gerelateerd aan de verkeersveiligheid.

Het is mogelijk dat de verkeersactiviteiten in bepaalde politiezones al toevertrouwd worden aan een specifieke dienst en dus uitgevoerd worden door personeel dat volledig bestemd is voor de functie « verkeer ». Dit besluit doet een beroep op het begrip capaciteit als alternatief voor een effectief om aan deze functie te voldoen en mag natuurlijk de keuze die onlangs gemaakt werd door de lokale overheden niet ter discussie stellen. Het bestaan van een dienst en een «effectief», gewijd aan het verkeer gaf al geenszins vrijstelling aan de politiemensen die niet tot deze dienst behoorden om toch tussen te komen op het vlak van het verkeer wanneer de omstandigheden hun optreden vereisten. Hetzelfde blijft natuurlijk gelden voor het begrip capaciteit. Men beoogt hier een interventie van reactieve aard met betrekking tot een situatie, een evenement of een ongeval waarbij het verkeer moet worden geregeld, de verkeersregels gerespecteerd of verkeersongevallen vastgesteld. Iedere politiemans moet in staat zijn om dit te doen. Voor de andere assen van de functie « verkeer », met name het preventief luik en het formuleren van adviezen, suggesties of analyses (in hoofdzaak), zal het de dienst « verkeer » zijn waarop op het geschikte ogenblik een beroep zal worden gedaan.

In de politiezones die geen dienst hebben die zich toelegt op het verkeer, heeft het begrip capaciteit om aan deze functie te voldoen een status quo als gevolg, zonder ingrijpende veranderingen. Elke politiemans moet in staat zijn om tussen te komen in het verkeer wanneer een evenement, een situatie of een ongeval zijn optreden vereist. Men kan hier ook redelijk aannemen dat voor de preventieve assen of de assen voor het verstrekken van adviezen of suggesties, er een beroep zal worden gedaan op een politieagent(en) of politieambtena(a)r(en) die meer gespecialiseerd is (zijn) in of vertrouwd met het domein verkeer.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. TURTELBOOM

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

**16 OKTOBER 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, inzonderheid op artikel 142;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 september 2008;

Overwegende dat het advies van de Adviesraad van burgemeesters niet op regelmatige wijze is verstrekt binnen de voorgeschreven termijn en dat er geen enkel verzoek tot verlenging van de termijn is ingediend; dat er bijgevolg aan wordt voorbijgegaan;

Vu l'avis de la Commission permanente de la Police locale donné le 8 janvier 2009;

Vu l'avis 47.009 du Conseil d'Etat, donné le 4 août 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Notre Ministre de la Justice et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population est complété comme suit :

« 7<sup>o</sup> circulation »

**Art. 2.** Un article 7bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté royal :

« La fonction circulation consiste pour la police locale en l'exécution des missions visées à l'article 16 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, sur le territoire de la zone de police, à l'exception du réseau routier dont la surveillance incombe à la police fédérale.

Ces missions se concrétisent notamment par :

- la mise en œuvre d'actions préventives et répressives en matière de respect des règles de la circulation;
- la régulation de la circulation en cas de perturbations importantes et inopinées de la mobilité;
- l'établissement de constats en cas d'accidents de la circulation;
- la formulation d'avis aux autorités compétentes en matière de mobilité et de sécurité routière.

La capacité consacrée à l'accomplissement de cette fonction s'élève au minimum à 8 % de la capacité de travail totale au sein de chaque zone de police.

En vue de l'effective mise en œuvre de cette capacité, chaque fonctionnaire et agent de police est, à tout le moins, à même d'accomplir les tâches qu'implique cette fonction lorsque les circonstances exigent son intervention. »

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Intérieur et Notre Ministre de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 16 octobre 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur  
A. TURTELBOOM  
Le Ministre de la Justice  
S. DE CLERCK

Gelet op het advies van de Vaste Commissie van de lokale politie, gegeven op 8 januari 2009;

Gelet op het advies 47.009 van de Raad van State, gegeven op 4 augustus 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Onze Minister van Justitie en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een gelijkwaardige minimale dienstverlening aan de bevolking te verzekeren, wordt als volgt aangevuld :

« 7<sup>o</sup> verkeer »

**Art. 2.** In hetzelfde koninklijk besluit wordt een artikel 7bis ingevoegd, luidend als volgt :

« De functie verkeer bestaat voor de lokale politie uit het uitvoeren van de opdrachten bedoeld in artikel 16 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, op het grondgebied van de politiezone, met uitzondering van de autosnelwegen, waarvan het toezicht aan de federale politie toekomt.

Deze opdrachten worden met name geconcretiseerd door :

- het voeren van preventieve en repressieve acties inzake de naleving van de verkeersregels;
- de verkeersregeling in geval van ernstige en onverwachte verstoring van de mobiliteit;
- het vaststellen van verkeersongevallen;
- het verstrekken van advies aan de bevoegde overheden inzake mobiliteit en verkeersveiligheid.

De capaciteit die aan de uitoefening van deze functie wordt besteed, bedraagt minimum 8 % van de totale werkcapaciteit binnen elke politiezone.

Met het oog op de effectieve aanwending van deze capaciteit is elke politieambtenaar en -agent minstens in staat om, wanneer de omstandigheden zijn optreden vereisen, de taken te vervullen die deze functie inhoudt. »

**Art. 3.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Onze Minister van Justitie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 16 oktober 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken  
A. TURTELBOOM  
De Minister van Justitie  
S. DE CLERCK

#### SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2009 — 3649

[2009/03392]

**20 SEPTEMBRE 2009.** — Arrêté royal relatif à l'expropriation de terrains et de bâtiments sur le territoire de la commune de Nivelles 2<sup>e</sup> division pour le compte de l'Etat belge pour lequel intervient la Régie des Bâtiments

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles 1<sup>er</sup> et 5;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> avril 1971 portant création d'une Régie des Bâtiments;

Considérant les besoins du Service public fédéral Justice d'agrandir le Palais de Justice de Nivelles suite à l'augmentation du nombre des procédures introduites et par conséquent de son personnel et des

#### FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

N. 2009 — 3649

[2009/03392]

**20 SEPTEMBER 2009.** — Koninklijk besluit betreffende de onteigening van terreinen en gebouwen op het grondgebied van de gemeente Nijvel - 2e afdeling in opdracht van de Belgische Staat waarvoor de Regie der Gebouwen optreedt

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening ten algemene nutte, in het bijzonder de artikelen 1 en 5;

Gelet op de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen;

Rekening houdend met de behoeften van de Federale Overheidsdienst Justitie om het gerechtshuis van Nijvel uit te breiden ten gevolge van de vermeerdering van het aantal ingediende procedures en